

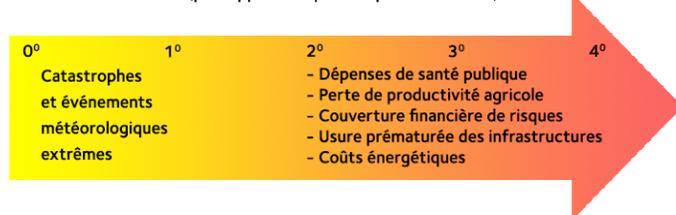
Les changements climatiques coûtent cher. Notre inaction augmente ces coûts

Changements Climatiques 04

On entend régulièrement que la lutte contre les changements climatiques coûte cher. Pourtant, de nombreuses études réalisées par de grands acteurs économiques démontrent régulièrement le contraire. Les compagnies d'assurances, la Banque mondiale, l'Agence internationale de l'énergie, la Banque TD, entre autres, ont démontré tour à tour que la lutte contre les changements climatiques est nécessaire, urgente, mais aussi tout à fait justifiée sur le plan économique.

Les changements climatiques entraînent des pertes économiques nombreuses

Changement global de température
(par rapport à la période pré-industrielle)



Source : Stern Review of the Economics of Climate Change, 2006

Les coûts qui découlent des changements climatiques sont divers : infrastructures à reconstruire, augmentation des problèmes de santé, récoltes détruites, etc. S'il est difficile d'isoler les coûts directs provenant des changements climatiques, il est toutefois reconnu qu'ils ont et auront des conséquences économiques importantes, lesquelles sont inégalement réparties et parfois irréversibles.

Des études économiques démontrent aussi que les mesures qu'il faut mettre en place pour lutter contre les changements climatiques, comme le fait d'augmenter le transport collectif dans les villes, sont majoritairement bonnes pour l'économie.

Qu'en disent les scientifiques?

- Le GIEC estime les coûts d'un réchauffement global de 2 degrés de l'ordre de 0,2 à 2 % du PIB d'ici 2050, malgré la potentielle mise en place de fortes mesures d'adaptation.
- La National Climatic Data Center a recensé 178 désastres météo depuis 1980 aux États-Unis qui ont coûté plus de 1 milliard en dommages. L'ouragan Sandy de 2012 a entraîné des pertes de 63 milliards.

- Pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le coût des dommages directs pour la santé se situe entre 2 et 4 milliards de dollars (US\$) par an d'ici 2030.
- Au Québec, parmi les coûts les plus directs, on peut penser aux dommages des crues et de l'érosion des berges en raison de la diminution du couvert de glace, aux infrastructures abîmées par les cycles gel-dégel ou à la diminution des revenus des institutions touristiques hivernales.

« En agissant maintenant, on parviendra non seulement à protéger la planète, mais aussi à fortement stimuler l'économie mondiale ».
Jim Jong Kim, président, Banque Mondiale 2014

Qu'en disent les économistes?

En 2006, le rapport Stern a conclu que les conséquences économiques de ne pas agir seront de 5 à 20 fois plus importantes que les coûts de la lutte contre les changements climatiques. Ce rapport commandé par le gouvernement britannique a introduit l'analyse économique dans le débat sur les changements climatiques. Sa conclusion a été critiquée, mais a néanmoins été l'éveil de conscience de la communauté d'affaires. Depuis, il va de soi que l'inaction n'est définitivement pas une option valable sur le plan économique.

Les coûts ne sont pas uniquement liés aux dommages, ils concernent également les frais que nécessite le maintien de certains secteurs économiques pourtant néfastes pour le climat. Le Fonds monétaire international estime à 1 900 milliards de dollars par année les subventions aux carburants fossiles, contre moins de 100 milliards pour les énergies renouvelables.

La Maison-Blanche estime que chaque décennie à repousser les mesures de mitigation accroît de 40 % les coûts des solutions.

Qu'en pensent les leaders?

Au Canada, la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie estimait en 2011 que « le coût du changement climatique est élevé et qu'il ne peut qu'augmenter. [...] passant en moyenne de près de 5 milliards de dollars par année en 2020 selon tous les scénarios, à 21 [...] à 43 milliards de dollars par année [selon les scénarios] d'ici 2050 ».

Codirigé notamment par l'ancien maire de New York, Michael Bloomberg, et l'ancien secrétaire du Trésor, Henry Paulson, le Risky Business Project a été lancé en 2014 afin que « cela devienne pratique courante pour la communauté d'affaires et d'investissement américaine de soupeser le changement climatique dans ses processus décisionnels », les impacts étant majeurs pour l'économie américaine :

- Le réchauffement climatique nécessitera la construction de 95 gigawatts de nouvelle capacité énergétique dans les 5 à 25 prochaines années, au coût de 12 milliards par an.
- Dans le cours actuel des choses, entre 66 et 106 milliards d'actifs immobiliers côtiers seront submergés d'ici 2050; et entre 238 et 507 milliards en 2100.
- La productivité des emplois en plein air, comme les domaines de la construction, l'aménagement paysager, l'agriculture et les services publics, pourrait être réduite jusqu'à 3 %, notamment dans le sud-est américain.

Agir rapidement engendrera de nombreux bénéfices

L'adaptation aux changements climatiques offre par ailleurs des occasions d'économies mondiales importantes. Selon New Climate Economy, « un développement urbain plus compact et mieux intégré, construit autour d'un réseau de transport en commun [...] pourrait réduire les besoins en capital des infrastructures urbaines de plus de 3 000 milliards de dollars sur les 15 prochaines années ». De plus, les coûts de capital plus élevés des infrastructures à faible utilisation de carbone « pourraient être entièrement compensés par des coûts d'exploitation inférieurs, par exemple par une réduction des dépenses en carburant ».

En 2014, la Banque mondiale a évalué les retombées de politiques de « décarbonisation » de l'économie dans 6 grandes régions du monde, dont les États-Unis et la Chine. Elles offriraient des retombées économiques de 1 800 à 2 600 milliards de dollars par année en 2030, notamment en nouveaux emplois, en productivité agricole et en réduction des coûts de santé publique.

Les émissions viennent avec la croissance : un paradigme en revirement

Sur la base des observations passées, la croissance démographique et économique demeure le principal moteur des émissions polluantes. Ce portrait est aujourd'hui en métamorphose. D'une part, notons que le réchauffement climatique induit des dégâts accrus sur l'économie et, d'autre part, l'agence Pricewaterhouse Coopers a noté que les émissions par dollar de PNB (**l'intensité carbone**) a diminué globalement de 1,2 % en 2013, par rapport à une moyenne de 0,9 % depuis 2000. Au Québec, les émissions de GES ont diminué de 8 % de 1990 à 2012, alors qu'au cours de la même période, la population a augmenté de 15,6 % et le PIB de 54,6 %.

L'intérêt économique d'agir contre les changements climatiques s'ajoute à beaucoup d'autres cobénéfices. De nombreuses propositions d'actions qui diminuent les risques liés aux maladies, à la chaleur urbaine, à la dépendance aux énergies fossiles ou qui rééquilibrent les marchés sont dites « sans regret ». Elles se justifient, peu importe si le climat se modifie rapidement ou lentement : espaces verts, mobilité durable, détection précoce des maladies et épidémies, énergies passives, agriculture durable, etc.

SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES

Banque mondiale (2014). Climate-Smart Development : Adding up the Benefits of Actions That Help Build Prosperity, End Poverty and Combat Climate Change, Akbar, Sameer; Kleiman, Gary; Menon, Surabi; Segafredo, Laura. 2014. Main report. Washington, DC : World Bank Group. <http://documents.worldbank.org/curated/en/2014/06/19703432/climate-smart-development-adding-up-benefits-actions-help-build-prosperity-end-poverty-combat-climate-change-vol-1-2-main-report>

Bloomberg (2015). Fossil Fuels Just Lost the Race Against Renewables, Tom Randall, 14 avril, <http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-04-14/fossil-fuels-just-lost-the-race-against-renewables>

Canada. Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (2011). Le prix à payer : répercussions économiques du changement climatique pour le Canada : TRNEE

Council of Economic Advisers of the White House (2014). The Cost of Delaying Action to Stem Climate Change, July, 32 p., <https://www.whitehouse.gov/blog/2014/07/29/new-report-cost-delaying-action-stem-climate-change>

Global Commission on the Economy and Climate (2014). Better Growth, Better Climate. The New Climate Economy Report, 314 p.

Risky Business Project (2014). A Climate Risk Assessment for the United States, June, 52 p.

équiterre

